

des États-Unis, un grand nombre de membres de l'OÉA firent bon accueil à cette adhésion précisément parce qu'ils considéraient notre politique étrangère, active et autonome, comme un possible contrepoids au rôle considérable des États-Unis dans l'organisation.

Qu'espérait accomplir le Canada en adhérant à l'OÉA? Lorsque notre pays est devenu le trente-troisième membre de l'Organisation, le 8 janvier 1990, l'OÉA, fondée en 1949, existait déjà depuis plus de 41 ans, et le Canada y avait le statut d'observateur depuis 1972, c'est-à-dire depuis 18 ans. Pourquoi alors le Canada n'est-il pas devenu un membre à part entière en 1972, ou même en 1949, dans la foulée des nouveaux accords multilatéraux conclus après la Deuxième Guerre mondiale? Et quelle a été la performance du Canada depuis qu'il a laissé les coulisses pour descendre dans l'arène en 1990?

Le présent rapport sur la première année du Canada comme membre de l'OÉA répondra à ces questions. On y décrira les raisons de l'adhésion du Canada, les objectifs qu'il espérait atteindre, les succès qu'il a obtenus jusqu'ici et les buts qu'il s'est fixés comme pays membre à part entière de l'OÉA et de l'hémisphère occidental.

II. LA DÉCISION DU CANADA D'ADHÉRER À L'OÉA

La décision du Canada de se joindre à l'OÉA était la conséquence logique de sa volonté d'exercer un rôle plus actif en Amérique latine, en conformité avec sa stratégie à long terme à l'égard de l'Amérique latine, approuvée par le Cabinet en octobre 1989. La nouvelle stratégie visait à permettre aux Canadiens de participer aux transformations économiques et politiques touchant le continent, dont les suivantes:

1. **La reprise économique**, stimulée par les programmes intérieurs de restructuration, la tendance générale à adopter des approches axées sur le marché, et la réduction de la dette extérieure au moyen du Plan Brady et d'autres mesures financières. Tout au long de 1990, la situation économique a continué dans l'ensemble de s'améliorer, favorisée par la poursuite des réformes économiques intérieures et par la perspective d'un accroissement des échanges, d'une hausse des investissements et d'une réduction de la dette, grâce à l'Initiative "Entreprise Amériques" du gouvernement des États-Unis.